

Colombie

Efraín Jaramillo Jaramillo

Des projections du Département national de statistiques pour 2012 estiment la population autochtone à près de 1,450 000 habitants (3,5 % de la population nationale). Avec 87 peuples et 65 langues différentes, la Colombie est, après le Brésil, le pays avec la plus grande diversité ethnique en Amérique. Environ le tiers du territoire national est la propriété privée collective des peuples autochtones en qualité de « resguardos » (réserves). Des entreprises pétrolières, minières et de plantations (banane, palme, coca) opèrent sur une grande partie des territoires autochtones, affectant sévèrement la vie des communautés autochtones. Deux organisations représentent un grand nombre de communautés : l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC) et les Autorités autochtones de Colombie (AICO). Il existe aussi plusieurs organisations macro régionales comme l'Organisation des peuples autochtones de l'Amazonie colombienne (OPIAC) et la Confédération autochtone tairona (CIT). La Constitution politique de 1991 a reconnu les droits fondamentaux des peuples autochtones et a ratifié la Convention 169 de l'OIT (aujourd'hui la Loi 21 de 1991). La Colombie, après avoir voté contre, a signé en 2009 la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Avec la résolution judiciaire 004 de 2009, la Cour constitutionnelle a ordonné à l'État colombien de prendre des mesures pour protéger la vie de 35 peuples en voie d'extinction physique et culturelle en raison du conflit armé interne.

Le climat politique de la Colombie en 2012 ressemble au climat de Bogotá. Des matins aux ciels dégagés annonciateurs de journées splendides qui finissent tout à coup par se charger de nuages déclenchant des tempêtes à la fin de l'après-midi. Pour le gouvernement de Juan Manuel Santos, l'année a aussi commencé sous de bons augures. La raison : Santos avait misé sur la Loi des victimes et la restitution des terres aux déplacés en raison de la violence, et engageait à La Havane (avec un hermétisme total) des conversations avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) pour convenir d'un processus de paix qui conduirait à la démobilisation de la principale force guérillero du pays et la plus ancienne d'Amérique. Mais à la fin de l'année, ce panorama radieux s'est assombri. Les processus font face à de nombreux obstacles et n'avancent pas à la vitesse dont le pays a besoin pour réparer les injustices historiques et pour pouvoir engager le processus de réconciliation nécessaire au développement d'une société plus juste et moderne. La violence subie par le pays tout au long des dernières décennies a en effet sévèrement détérioré les conditions de sécurité de tous les Colombiens et a

très gravement affecté les droits des groupes ethniques et des personnes les plus pauvres de la campagne. Mais au lieu d'un processus plus accéléré de réparation auquel on s'attendait, la relation pernicieuse entre l'État et les grandes entreprises pour implanter la locomotive d'extraction de la méga minière a commencé à montrer ses ravages sur les territoires et sur la gouvernabilité des peuples autochtones. À cet état de choses, s'est ajouté le fait que le Président antérieur, Uribe, hostile à la réparation pour les victimes de la violence, a déployé une propagande sordide contre le gouvernement de Santos, alors même qu'au milieu de l'année, le pays apprenait que le gouvernement entamerait un processus de paix avec les FARC. Au mécontentement des victimes devant les avancées précaires dans le domaine de la réparation et de la restitution, et au rejet des projets miniers par les paysans et les organisations autochtones et afro colombiennes, s'ajoutaient, contre Santos, les troupes de l'ex président Uribe qui, comme les éleveurs et les nouveaux propriétaires fonciers pressés de légaliser les terres usurpées, se sentent menacés par les négociations de paix.¹ Quand, en novembre, la Colombie a perdu à la Cour internationale de Justice de La Haye un litige avec le Nicaragua qui enlevait près de 100 000 kilomètres² de mer au pays, les tempêtes politiques de fin d'année n'ont pas tardé à se déclencher, avec des résultats désastreux pour l'image du président Santos. Alors qu'au début de 2012 il jouissait de 80 % de popularité dans les sondages, il a fini l'année avec à peine 50 %.

Dans ces circonstances, nous doutons que Santos puisse réaliser son rêve d'être immortalisé comme le Président qui aura fait la paix et commencé la modernisation de l'État colombien. Au contraire, il passera à la postérité comme l'épigone d'Uribe, ayant continué les activités d'appauvrissement de la campagne et de déracinement de la population autochtone, afro colombienne et paysanne.

Le processus de paix

Presque tous les Colombiens avons vu avec plaisir le début des négociations de paix entre le gouvernement colombien et les FARC. Divers facteurs encouragent ce processus et le rendent presque irréversible. Premièrement, parce que pour le gouvernement, une solution militaire, même si elle peut être une option, porterait l'odieux de la prolongation d'une guerre non conventionnelle qui, selon les analystes, a réduit de 1 % la croissance du PIB du pays ces 20 dernières années, sans compter le coût en vies humaines, la destruction des infrastructures, la fuite de capitaux, l'augmentation des dépenses improductives et, enfin, le doute quant à la possibilité que la solution militaire mette fin aux problèmes qui ont donné naissance au conflit. Deuxièmement, parce qu'une fois les négociations commencées, Santos doit absolument consolider des avancées importantes dans le processus s'il veut améliorer sa piètre image en vue des élections de 2014. Troisièmement, parce que les FARC ont compris que même si elles n'ont pas été vaincues, elles ont perdu leurs principaux dirigeants. Elles ont surtout compris que le rapport de forces leur est défavorable et que le moment est propice à la résolution du conflit guerrier par la

voie politique. Elles sont aussi conscientes qu'elles arrivent divisées dans ce processus, les forces de l'organisation *Guérilléra* n'étant pas toutes représentées à la table de négociations. Le Bloc sud, commandé par les deux leaders historiques des FARC, Joaquín Gomez et Fabián Ramírez, et le Bloc occidental, que dirige le tout aussi historique commandant Pablo Catatumbo, s'opposent ouvertement au processus de paix.

Bien que ce processus soit irréversible, nous ne pouvons ignorer l'opposition des secteurs qui misent sur l'échec des négociations. En première ligne, l'ex président Uribe et ses troupes de propriétaires fonciers qui voient les négociations comme une trahison à la politique de « Sécurité démocratique » du gouvernement Uribe et que Santos a promis de continuer. En deuxième lieu, les secteurs qui ont profité de l'expropriation des terres durant les deux décennies antérieures, la majorité d'entre eux liés au narcotrafic et au paramilitaire. En troisième lieu, cette classe politique de l'extrême-droite traditionnelle qui voit ces négociations comme une imposture des FARC qui profiteraient d'un gouvernement fragile. Finalement, ceux qui ont fait de l'argent avec la guerre et qui ne veulent pas perdre les dividendes qu'elle offre. Entre tous ceux-là, il y a des divergences mais aussi des vases communicants; surtout, ils se sont mis d'accord pour déployer une propagande noire contre le processus de négociation entre le gouvernement et les FARC. Le plus grand bénéficiaire de cette campagne contre le processus de paix est l'ex président Uribe qui aspire à reprendre le pouvoir après quatre ans d'abstinence. Mais les gens « ordinaires » ne sont pas non plus restés passifs : au début de 2012, près de 30 000 paysans, la majorité d'entre eux des déplacés, se sont concentrés à Necocli (Urabá, Antioquia) pour appuyer la politique de restitution des terres du gouvernement et protester contre les assassinats de leaders des organisations pour la restitution des terres. À la fin de l'année, il s'est tenu une autre rencontre de près de 4000 personnes à Puerto Asís (Putumayo). Ces actions citoyennes pour la réparation et la défense des victimes du conflit ont débouché sur une alliance de partis politiques, des organisations de droits humains et des organisations sociales, appelée « Colombie sans blessures », qui aura un rôle important en 2013 pour neutraliser les adversaires de la restitution des terres.

Les Autochtones et le processus de paix

L'histoire de la Colombie durant ces deux dernières décennies a été marquée par des processus violents, liés aux conflits pour la terre et au contrôle des ressources naturelles. La montée du paramilitaire et son insertion dans la politique, l'implication des FARC dans le narcotrafic et son expansion militaire pour le contrôle des zones de culture et des routes de commercialisation, le déplacement forcé et l'expropriation des terres, la complicité de secteurs de l'entrepreneuriat rural qui usurpent des terres pour les cultures de plantation, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles dans un pays qui tend vers une économie minéro-énergétique ont eu un effet drastique sur les territoires des paysans, des Afro colombiens et des

Autochtones. On ne peut donc nier que ces derniers sont les plus intéressés à ce que cesse le conflit armé, du fait que non seulement son épiscentre se situe sur leurs territoires mais aussi que leurs vies et leurs organisations se trouvent sérieusement menacées, étant entre deux feux. La question agraire est par conséquent le premier et le plus difficile des thèmes à la table de négociation car elle est le noyau de l'historique conflit politique armé colombien. Les Autochtones ont déclaré de façon réitérée que le conflit pour la terre et pour les ressources a aggravé la situation sociale à la campagne. Ils ont également déclaré que la façon d'aborder ces problèmes et de chercher des solutions du côté de la lutte armée a exacerbé l'exclusion et l'iniquité sociales et économiques de la population rurale, conduisant à l'hémorragie sociale des communautés avec la fuite des jeunes vers les économies qu'engendre le narcotrafic ou pour grossir les rangs des secteurs armés. Le remède s'est avéré pire que la maladie. C'est pour cela qu'ils saluent les négociations de paix en vue de mettre fin au conflit armé. Mais la fin du conflit ne signifie pas que les conflits sociaux et économiques sont résolus. De nouvelles possibilités de redéfinition des relations sociales et politiques se présentent toutefois, car si on en arrive à l'exclusion définitive des armes dans les conflits sociaux, il s'ouvre un espace politique pour la transformation de la société.

Dans le schéma prévu pour les négociations, la participation de la société civile n'est pas envisagée, car ce que l'on cherche c'est un cessez-le-feu définitif et l'abandon des armes par les FARC. En retour, le gouvernement offrirait aux insurgés toutes les garanties pour qu'ils se lancent dans la vie politique légale du pays. « *La paix ne signifie pas que les FARC déposent leurs idées mais bien qu'elles continuent à lutter pour ces dernières dans la démocratie* », a dit le chef des négociateurs du gouvernement, Humberto de la Calle, affirmant que le groupe insurgent pourrait être le catalyseur des politiques de restitution des terres et autres mesures du gouvernement – comme contradicteur politique – attestant que le but du gouvernement dans les négociations est de transformer les FARC en une « *force politique, un parti politique* ». ²

Même si les négociateurs de chaque partie parlent au nom du pays, spécialement des Autochtones et des paysans, les organisations autochtones les plus importantes, particulièrement le CRIC, ont dit qu'elles ne se sentent représentées ni par le gouvernement ni par les FARC. ³ Malgré tout, la table de négociation – plus particulièrement les FARC – a fait savoir qu'elle valorise l'apport des organisations autochtones et agraires dans l'élaboration des propositions. Dans cet ordre d'idées, la table de négociation Gouvernement-FARC a soutenu, à la fin de l'année, un forum sur le développement rural intégral, coordonné par l'Université Nationale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD-Colombie). Plus de mille organisations de la campagne se sont présentées à ce forum, incluant celles qui représentent les intérêts des Autochtones et des Afro colombiens. La systématisation de près de 500 propositions a constitué un apport fondamental à la

table de négociation. Il s'agit d'une contribution de grande valeur politique avec un haut degré de crédibilité pour les deux parties. Parmi les propositions qui sont arrivées à la table de négociations, on retrouve celles de :

- reformuler une politique agraire avec une approche territoriale et environnementale;
- reconnaître l'autonomie et les droits collectifs des peuples autochtones et des communautés afro descendantes et
- soutenir l'obligation constitutionnelle concernant l'appui à l'économie paysanne et comprendre qu'un conflit armé qui a pris naissance et s'est développé à la campagne requiert en priorité la construction de stratégies et mesures orientées vers le dépassement des causes et des circonstances du conflit.

Pour sa part, les FARC ont annoncé qu'elles tiendront compte de ce « mandat » des organisations agraires, faisant allusion à la nécessité d'une réforme agraire qui implique, entre autres :

- l'accès à une propriété agraire hautement concentrée et à sa redistribution;
- l'établissement de limites aux propriétaires nationaux et étrangers;
- l'éradication de la pauvreté rurale;
- la stimulation de l'économie paysanne et l'amélioration de l'infrastructure rurale, et
- reconnaître la définition des territoires paysans, autochtones, afro descendants et interethniques.⁴

Il n'y a pas de certitude quant à la façon dont les FARC vont décanter leur proposition en matière agraire à partir de ces énoncés généraux. Ce que nous oserions dire c'est que ce qu'elles ont exprimé jusqu'ici est réaliste et sensé. D'un autre côté, il ne devrait pas être difficile de mobiliser les ressources économiques pour réaliser une réforme agraire comme celle qui est proposée. Pendant les huit années de l'ex-président Uribe, plus de 80 milliards de dollars ont été destinés à la guerre. Avec la moitié de ce montant, on pourrait financer un plan de réforme agraire et de développement rural comme celui proposé par les FARC. La balle est désormais dans le camp du gouvernement.

Recolonisation des territoires autochtones?

Autant la guerre se poursuit de façon parallèle aux négociations de paix, autant la politique d'extraction continue d'avancer, malgré que le premier et plus important point du calendrier de négociations soit précisément l'agraire, dans lequel un des aspects les plus marquants de la discussion est la reformulation d'une politique agraire avec une approche territoriale et environnementale qui reconnaisse l'autonomie et les droits des peuples autochtones et des communautés afro descendantes sur leurs territoires et ressources naturelles.

À la table de négociations, on discute des droits des peuples ethno-territoriaux à protéger et à sécuriser leurs territoires face à l'avalanche de projets miniers, les FARC plaidant pour l'autonomie des Autochtones, des paysans et des Afro colombiens dans la gestion des ressources naturelles sur leurs territoires, une chose invraisemblable il y a deux ans à peine. Mais ce qui surprend c'est qu'alors que les FARC effectuent ce revirement, il y a des directions autochtones (peu, heureusement) qui appuient ouvertement l'exploitation minière dans leurs *resguardos*. Les leaders qui agissent ainsi se retranchent derrière l'état social et économique lamentable dans lequel leurs peuples se trouvent car alors que le reste de la société se modernise et solutionne ses problèmes, dans leurs communautés, les contraintes en santé, en nutrition et en éducation augmentent, leurs territoires saccagés n'ayant plus la capacité d'assurer leur subsistance. Cette situation provoque des malaises et des discordances dans leurs communautés; de plus, elle divise les organisations.⁵ Il est toutefois préoccupant que les territoires autochtones soient envahis par ce phénomène des minières, ce que nous n'hésitons pas à qualifier de colonisation moderne. Alors que cela se passe dans les communautés, les élites de certaines organisations, avec de fortes doses de rhétorique indigéniste, recouvrent les communautés d'un manteau fondamentaliste qui satisfait les aspirations à la dignité et les besoins de valorisation sociale et politique, mais qui ne contribue pas beaucoup au renforcement des communautés face aux problèmes réels qu'elles ont avec les minières de toutes tailles (groupes illégaux de petite, moyenne et grande dimension).

Les divergences avec l'État revigorent le monde autochtone

La vision intégrale qu'ont les peuples autochtones et leurs façons fraternelles de se relier à la nature sont analysées par le mouvement environnementaliste comme alternatives valables pour soutenir la biodiversité de la planète. Dernièrement, les peuples autochtones se sont opposés de façon véhémente à l'exploitation des minéraux et des hydrocarbures sur leurs territoires. Ce discours et les actions des Autochtones à la défense de leurs territoires ont placé les droits de la nature sur la carte des droits humains car, comme le soutiennent les organisations autochtones, les dommages irréversibles à la nature doivent être considérés comme des crimes de lèse-humanité.

Ce discours a une importance évidente et sa pertinence n'est en rien diminuée par le fait que quelques dirigeants, communautés ou peuples s'en soient éloignés et se soient laissés embobiner par les entreprises d'extraction des ressources. Mais aussi par l'État qui cherche activement à discréditer les organisations autochtones qui, précisément, critiquent la désinvolture de certains dirigeants et défendent le droit à la consultation préalable.⁶ L'État préfère traiter avec des organisations locales, des *resguardos* et des dirigeants fragiles dans le but d'« acheter » leur consentement, dédaignant les constatations avisées des organisations autochtones et afro descendantes qui critiquent le modèle de

développement économique et les politiques agricoles et minières-énergétiques sans égards pour l'environnement. L'État n'a jamais été disposé à leur reconnaître un traitement spécifique en raison de leurs cultures et de leurs multiples façons de vivre en accord avec la nature.⁷ Le droit des peuples autochtones à la consultation préalable, par exemple, a été considéré comme un privilège inacceptable. Et il s'en faut de peu que soient considérées comme trahison à la Patrie les plaintes intentées qui ont fait tomber des lois si importantes pour l'État comme la Loi de développement rural et la Loi forestière, qui faisaient du tort aux économies et aux territoires des peuples autochtones. Ces lois ont été finalement déclarées non exécutoires par la Cour constitutionnelle parce que les peuples autochtones et afro colombiens n'avaient pas été consultés. L'appui des tribunaux de grande instance aux peuples autochtones les a encouragé à continuer cette grande lutte pour le respect de leurs droits. Ces faits ont revigoré le monde autochtone colombien qui voit la nécessité d'améliorer les domaines de la communication pour freiner la campagne de dénigrement entreprise contre lui par le gouvernement et qui est entretenue par des moyens de communication complaisants. En ce sens, il faut souligner l'organisation du *Forum national de communication autochtone* qui s'est tenu dans le Cauca, et qui a réuni plus de 700 participants dont des autorités traditionnelles, des organisations, des processus, des réseaux, de la presse indépendante et des réseaux de communication. Des agences de communication amies, du Mexique, du Pérou et de l'Équateur, ont aussi participé à cet événement.

D'un autre côté, Bogotá a été le site d'événements qui ont aussi contribué à la revitalisation politique du mouvement autochtone colombien. Pour son rôle majeur dans la diffusion de ce qui arrive aux peuples autochtones, il faut signaler le XI^e *Festival international de cinéma et vidéo des peuples autochtones* qui, sous le thème « Pour la vie, images de résistance », a invité 50 pays, présentant 65 productions audiovisuelles, 30 projections spéciales de ciné et vidéo, des concerts d'intégration, des activités artistiques et culturelles, et divers forums politiques et académiques. Le festival avait comme objectif de consolider les processus de communication des peuples autochtones et de promouvoir la production audiovisuelle en tant qu'outil de diffusion de la réalité des droits autochtones. Un *Forum de politique publique internationale* s'est tenu dans le cadre de ce festival. Après la clôture, le 30 septembre, diverses séances de films se sont déplacées à Medellín. Organisé par l'Organisation autochtone d'Antioquia (OIA) et par la Coordination latino-américaine de ciné et communication des peuples autochtones (CLACPI), le festival à Medellín a pu compter sur divers espaces publics d'analyse et d'opinion, tendant à rendre plus visibles la réalité des peuples autochtones et la façon dont l'activité minière affecte leurs droits.

Congrès de l'Organisation nationale autochtone de Colombie

Dans ce contexte politique, près de 5000 Autochtones de 28 départements se sont réunis, du 7 au 12 octobre, pour tenir leur VIII^e Congrès national. Les débats les plus significatifs ont tourné autour des thèmes :

- des territoires autochtones et leur défense face aux projets miniers-énergétiques,
- du conflit armé qui a laissé de graves séquelles sur la vie et l'intégrité des communautés et, bien sûr,
- du processus de paix et des négociations que le gouvernement a entrepris avec les FARC.

Conformément aux mandats du VIII^e Congrès national de l'ONIC, le Conseil de gouvernement qui dirigera l'organisation nationale pendant la période 2012-2016 a le défi fondamental de renforcer sur tout le territoire l'unité du mouvement autochtone colombien afin de résister aux politiques d'agression que subissent les communautés de la part des acteurs armés et de l'avalanche de projets économiques d'extraction qui menacent les territoires et affaiblissent les droits et libertés politiques des peuples autochtones de Colombie. Le Conseil de direction est sous le leadership du Premier conseiller Luis Fernando Arias, du peuple kankuano.

Notes

¹ Les FARC proposent, pour remettre la terre aux paysans, de constituer un « Fonds de terre formé de terres provenant des latifundios improductifs, en friche ou exploités de façon inadéquate, de terres incultes, de terres appropriées par la violence et la spéculation, et de terres confisquées par le narcotrafic ».

² En conférence de presse en octobre lors de l'inauguration des dialogues à Oslo.

³ « Nous disons des FARC qu'elles ne nous représentent pas car nous considérons que le conflit armé et le comportement de la guérilla au sein de celui-ci ont été un mal plus grand que tous ceux qu'on prétend guérir; la même chose par rapport à l'État, car en dépit du fait que nous ayons des droits...ceux-ci sont en grande partie violés et non respectés...de plus, on a utilisé le conflit armé pour faire taire et affaiblir la lutte sociale et politique pour ces droits ». (Extrait d'un communiqué du CRIC sur le processus de paix).

⁴ La proposition des *territoires interethniques*, reprise des conclusions du forum sur le développement rural intégral, a été élaborée et présentée par divers participants afro colombiens, autochtones et paysans de la région du Pacifique, principalement du Río Naya.

⁵ La division vécue par l'Organisation autochtone d'Antioquia (OIA) se serait produite dans un tel contexte. Il n'y a pas longtemps, les communautés du *resguardo* de Docabú (Risaralda) ont destitué leur gouverneur parce qu'il avait permis l'entrée d'entreprises minières dans le *resguardo* en échange de sommes d'argent dérisoires.

⁶ Selon le gouvernement, les Autochtones ont converti la consultation préalable en une espèce de « veto », la transformant en une « mise en scène de négociation » dans laquelle les dirigeants ne chercheraient que des avantages personnels (des indemnités, des hôtels de luxe et autres sinécures du gouvernement).

⁷ Cette attitude est encore plus répréhensible car ce sont précisément les approches environnementales des mouvements autochtones tant d'Amérique que des autres continents qui ont contribué à la prise de conscience sur un plan global des graves dangers liés à l'exploitation illimitée des ressources naturelles et environnementales de la planète.

Efraín Jaramillo Jaramillo, anthropologue du Collectif de travail Jenzera. Il a accompagné plusieurs peuples autochtones de Colombie dans leurs plans d'ethno développement. Avec d'autres collaborateurs des luttes autochtones pour la terre, il conseille l'École interethnique pour la résolution de conflits, qui préconise la création de territoires interethniques dans plusieurs régions du Pacifique.

*Source : IWGIA, Indigenous World 2013
Traduction pour le GITPA par Marie France Labrecque
membre du réseau des experts Amérique latine du GITPA*